

En
COULISSESDavid
Doukhan
@daviddoukhan

LP/OLIVIER ARANDEL

Le président,
MacFly
et Zadig

Qui est le vrai Macron ? Celui qui ne veut pas qu'on l'appelle Manu, ou celui qui autorise les roulades sur la pelouse de l'Élysée ? Une ancienne camarade de classe du président de la République : « Il était déjà comme ça à Sciences-po. Je le voyais sur la Péniche (NDLR : le grand banc dans le hall d'accueil de l'institution) en train de lire du Ricœur ou même du Jankélévitch. Et, à la fois, quand il me parlait, c'était comme un mec normal. » « Un mec » qui plaisante le dimanche avec McFly et Carlito, puis qui accorde le mercredi un entretien à la revue trimestrielle « Zadig », fondée par Éric Fottorino (ancien directeur du « Monde »), où peuvent signer des intellectuels comme la philosophe et historienne Mona Ozouf, des écrivains comme Marie Desplechin ou bien le géographe Hervé Le Bras. Grand écart assumé. Un proche nous explique qu'il serait le seul capable d'être à la fois à hauteur d'homme (sur YouTube) et l'auteur d'envoies pour décrire notre époque : « On revit des temps au fond très moyenâgeux : les grandes jacqueries, les grandes épidémies, les grandes peurs », confie-t-il à « Zadig », avant de préciser sa vision d'une France qui serait en train de quitter le « moyen-âge » pour entrer dans une « Renaissance ». Bref, sympathique et facétieux le dimanche et « roi-philosophe » le mercredi. Lequel des deux faut-il croire ? Celui de YouTube ou celui de « Zadig » ? « Il est les deux à la fois, répond une vieille connaissance, il refuse d'être dans une case. C'est ce qu'il est en train de montrer aux gens. » En 2017, les Français ont élu un « nouveau venu » qu'ils ne connaissaient pas bien. Quatre ans plus tard, le « mystère Macron » n'est toujours pas percé. La campagne de 2022 sera peut-être l'occasion pour lui de se dévoiler enfin. Il a déjà commencé.

Génocide rwandais : le voyage
de réconciliation de Macron

Le chef de l'État doit prononcer aujourd'hui un discours à Kigali, au mémorial où reposent plus de 250 000 âmes. Nous avons rencontré des victimes de 1994.



Kigali (Rwanda), hier. Naphtal Ahishakiye, secrétaire exécutif de l'association de survivants Ibuka, juge la visite du président Macron « très significative » pour les rescapés.



DE NOTRE CORRESPONDANTE
À KIGALI (RWANDA),
PAULINE THÉVENIAUD

SUR LA COLLINE de Nyanza-Kicukiro, des jardiniers s'affairaient parmi les fleurs blanches ou roses, au cœur d'un cocon vert tendre. « Quand on est ici, on se rappelle qu'il y avait des cadavres, du sang. Ça ramène le chagrin », souffle Brave Olivier Ngabo, le directeur du mémorial où plus de 96 000 victimes sont enterrées. Trois mille Tutsis ont afflué ici, le 11 avril 1994, quand les forces belges de la MINUAR ont quitté l'École technique

officielle (ÉTO) où ils avaient pensé pouvoir trouver refuge. « Cent personnes ont survécu », poursuit Naphtal Ahishakiye, secrétaire exécutif d'Ibuka – « Souviens-toi » –, association de rescapés du génocide des Tutsis, qui a fait plus de 800 000 morts. Ce jardin, il vient dire que l'« on peut remplacer le mal par le bien », dit le directeur.

Brave Olivier Ngabo. Son nom à lui seul dit ce qu'il lui a fallu de courage. Il avait 7 ans en 1994. Sa gorge se noue lorsqu'il évoque ce qui avait commencé comme des vacances de Pâques chez son grand-père paternel. Suivront cent jours à courir pour échapper aux bourreaux hutus qui ont tué ses parents, son frère et la majeure partie de sa famille. « Donner un témoignage du début à la fin, sans plonger dans la mémoire, ce n'est pas facile », confie-t-il.

« Une thérapie
pour les survivants »

Ce matin, à l'autre bout de Kigali, Emmanuel Macron plongera dans ce douloureux passé, en se rendant au mémorial de Gisozi où reposent plus de 250 000 âmes. Ici aussi, des arbres ont repoussé. Le président français y prononcera un discours très attendu, alors que depuis vingt-sept

ans le rôle joué par la France dans le génocide des Tutsis empoisonne la relation entre Paris et Kigali. Le chef de l'État s'y adressera notamment aux « rescapés », temps fort d'une visite qui devrait consacrer l'« étape finale de la normalisation des relations » entre les deux pays, selon l'Élysée. Les mots seront pesés au trébuchet.

« Les Français ont besoin de porter sur (le passé) un regard lucide et décomplexé », a estimé le chef de l'État, interrogé au sujet de son entreprise mémorielle, dans le magazine « Zadig ». Il ajoutait n'être « pas du tout dans la repentance », mais estimer « que nous avons la possibilité de revoir notre histoire dans la durée ».

Prononcera-t-il des excuses au nom de la France, comme l'ont déjà fait la Belgique, les États-Unis, les Nations unies, l'Église catholique ? Jugeant récemment dans « le Monde » qu'elles « ne peuvent venir à la demande », le président rwandais, Paul Kagamé, ne l'exige pas. Certaines associations, si. « C'est à lui de le dire, mais c'est le minimum », estime Jeanne Allaire Kayigirwa, rescapée et membre d'Ibuka France, association reçue à l'Élysée en avril 2019. Cette visite, Naphtal Ahishakiye la juge par avance

« très significative », estimant que depuis la publication du rapport dirigé par l'historien Vincent Duclert, « les relations sont fondées sur la vérité historique ». Il poursuit : « C'est une thérapie pour les survivants du génocide. Vingt-sept ans sans rien dire... Ça pesait lourd dans les cœurs et les mémoires ».

Le précédent (et seul) geste d'un président français remonte à 2010, quand Nicolas Sarkozy avait reconnu « de graves erreurs d'appréciation » et « une forme d'aveuglement » lors d'une conférence de presse à Kigali.

« Le pardon,
c'est l'avenir »

Étape majeure en mars dernier, le rapport Duclert a conclu aux « responsabilités lourdes et accablantes » de la France et à l'« aveuglement » du président de l'époque, François Mitterrand, et de son entourage, face à la dérive raciste et génocidaire du gouvernement hutu que soutenait alors Paris.

« Il faut parvenir à une forme d'épilogue », a d'ailleurs jugé Paul Kagamé toujours auprès du « Monde », tandis qu'Emmanuel Macron affirmait la semaine dernière qu'il aurait « à cœur d'écrire une nouvelle page ». « Si on veut tourner la page, il faut la tourner

proprement », estime en écho Pierre Kalinganiré, rescapé du génocide, aujourd'hui ingénieur de 43 ans. Des quatorze personnes qui composaient sa famille à Nyamata, il n'en est plus resté que trois après 1994. « Si vous avez commis des erreurs, il faut le reconnaître, que l'on aille de l'avant. Le pardon, c'est l'avenir », dit-il. Que dirait-il à ceux qui, comme le patron du MoDem, François Bayrou, début mai sur France Inter, rejettent l'idée d'excuses de la part de la France ? « Cela fait quoi de dire *J'ai eu tort* ? C'est ça, l'humanisme ».

Comme Naphtal et Brave Olivier, ou Jeanne Allaire, quels que soient les mots, il attend surtout des actes au plan judiciaire. « Si Macron veut faire quelque chose de vraiment fort, il faut arrêter les génocidaires qui sont en France, qu'on les voie devant la justice », dit Pierre Kalinganiré. Ces derniers pourraient être une centaine selon les associations.

Tous confient « parfois refuser » de fouiller dans leurs souvenirs. Tous s'y confrontent, dans le même temps. Sur la stèle du mémorial de Nyanza-Kicukiro, on peut lire : « Une pierre, telle la mémoire pour l'éternité. Un jardin, telle la renaissance après un génocide. »



Si on veut tourner
la page, il faut la
tourner proprement
PIERRE KALINGANIRÉ,
43 ANS, RESCAPÉ DU GÉNOCIDE

LP/PAULINE THÉVENIAUD